



**Rapport de recherche sur les obstacles à l'engagement civique
rencontrés par les intervenants en milieu scolaire**

Marie-Pier Gingras

Frederick L. Philippe

Université du Québec à Montréal

Jean Robitaille

EVB-CSQ



MISE EN CONTEXTE

L'engagement civique représente la volonté des citoyens de tout âge de s'impliquer au sein de la société ou de la communauté dans laquelle ils vivent afin d'aborder et de participer à divers enjeux publics (APA, 2012, Ménard, 2010). Plusieurs activités permettent d'atteindre cette citoyenneté responsable, notamment celles axées sur les valeurs de démocratie, d'écologie, de solidarité et de pacifisme (DESP). Ce concept est important pour le développement des jeunes par son association à divers effets bénéfiques (Chan, Ou, & Reynolds, 2014). De fait, plusieurs études soulignent les différentes influences positives de l'engagement civique au niveau personnel (ex. estime de soi, autonomie, responsabilité, etc.), social (ex. citoyens plus engagés, comportements prosociaux) et académique (ex. réussite scolaire)(Chan et al., 2014; Schmidt, Shumow, & Kackar, 2007; Yates & Youniss, 1996).

D'abord, plusieurs études témoignent de l'impact bénéfique de la participation à des activités d'engagement civique sur l'estime de soi, la confiance des jeunes en leurs propres capacités, l'autonomie, certaines attitudes sociales (telles que la coopération, la tolérance et l'ouverture aux autres), les comportements prosociaux (tels qu'aider les personnes dans le besoin) et la diminution de comportements à risques (tels que la prise de drogues) (Chan et al., 2014; Yates & Youniss, 1996). Aussi, l'engagement civique à l'adolescence est souvent relié à un engagement civique à l'âge adulte créant alors des citoyens plus impliqués dans des activités communautaires (telles que le bénévolat), participant à la vie politique (assister aux assemblées municipales, aller voter, etc.) et qui se soucient de l'environnement (Balsano, 2005; Flanagan & Levine, 2010; Gaventa & Barrett, 2012). De plus, plusieurs études tendent à démontrer l'association entre la réussite scolaire (incluant de meilleurs résultats scolaires et la persévérance) et l'engagement civique chez les jeunes (Schmidt et al., 2007). Cependant, il faut noter qu'il est difficile d'établir la direction de l'effet de l'engagement civique. La plupart des études ne témoignent que de l'association entre l'engagement civique et les influences positives sur le développement, ce qui ne permet pas de déterminer si l'engagement civique est la cause des influences positives ou si ce sont plutôt les effets positifs qui poussent les élèves à s'engager civiquement. De plus, les études se font principalement à court terme, ce qui empêche d'examiner les effets de l'engagement civique sur le développement des jeunes à long terme (Chan et al., 2014).

Bien que l'engagement civique soit lié à plusieurs conséquences positives pour le développement, les études notent un faible engagement chez les jeunes (Hart, Donnelly, Youniss, & Atkins, 2007; Sherrod, 2015). Cette situation s'explique entre autres par la présence d'une multitude d'obstacles au développement de l'engagement civique. Plus particulièrement, plusieurs de ces obstacles se retrouvent au sein même des écoles. Premièrement, dans le milieu scolaire, les professeurs et les élèves semblent manquer de formation et d'information en matière d'engagement civique. Deuxièmement, les élèves auraient peu accès, au sein de l'école, à des activités favorisant le développement de l'engagement civique. Troisièmement, les écoles sont limitées dans les activités qu'elles peuvent offrir à leurs élèves puisque certaines sont peu en

relation avec les organismes communautaires autour d'elles. Quatrièmement, il s'avère que les écoles privées soient moins touchées par les obstacles au développement de l'engagement civique que les écoles publiques, notamment parce que le milieu privé offre aux jeunes davantage d'opportunités de s'impliquer, notamment par des programmes à l'engagement civique (Balsano, 2005).

Malgré l'importance de l'engagement civique chez les jeunes, peu d'études, à notre connaissance, s'attardent sur les obstacles au développement de l'engagement civique chez les jeunes. Il importe d'identifier les obstacles auxquels les intervenants sur le terrain font face afin de pouvoir mettre en place des interventions visant à faciliter la participation des jeunes à des activités relatives à l'engagement civique dans le milieu scolaire. Dans la présente étude, des intervenants dans le milieu scolaire ont répondu à un questionnaire portant sur les obstacles à la mise en place d'activités d'engagement civique dans le milieu scolaire. Ces intervenants pouvaient également indiquer d'autres obstacles auxquels ils font face dans leur milieu. Les résultats permettent ainsi de dresser un éventail des différentes catégories d'obstacles que rencontrent les intervenants dans le milieu scolaire dans leur tentative de mettre en place des activités liées à l'engagement civique.

PARTICIPANTS

Un total de 46 intervenants scolaires impliqués dans différentes écoles de différentes régions du Québec ont participé à l'étude. Les participants étaient âgés en moyenne de 45,8 ans. La plupart d'entre eux travaillent en milieu primaire ou secondaire et la répartition dans ces deux catégories est presque équivalente (28,3% au primaire, 32,6% au secondaire et 2,2% au primaire-secondaire). Les intervenants ne travaillant pas dans le secteur primaire ou secondaire se répartissent dans divers milieux tels que le cégep (10,8%), les centres de formation professionnelle (4,3%) et d'éducation aux adultes et les organisations non gouvernementales (6,5%) et 15,3% de valeurs manquantes. 78,3% des intervenants travaillent en milieu public alors que 17,4% travaillent dans le milieu privé (4,3% de valeurs manquantes). De même, une minorité des intervenants sont de sexe masculin (24%).

MÉTHODE

Dans le cadre de la session nationale des établissements verts Bruntland (EVB), un questionnaire a été distribué à plusieurs intervenants afin d'obtenir des informations sur les obstacles à l'engagement civique qu'ils croient présents en milieu scolaire.

Les 35 questions portant sur les obstacles à l'engagement civique ont été créées par les membres de l'Alliance pour l'engagement jeunesse dont les membres œuvrent sur le terrain dans la mise en place d'activités d'engagement civique auprès des jeunes. Nous avons utilisé une échelle de type Likert en six points allant de « Pas du tout en accord » (1) à « Fortement en accord » (5) et incluant le choix « Ne s'applique pas » (0).

RÉSULTATS

OBSTACLES LES PLUS RENCONTRÉS

Les résultats révèlent que 100% des intervenants questionnés sont au moins un peu en accord avec le fait que l'engagement non reconnu des intervenants représente un obstacle à la mise en place d'activités d'engagement civique dans leur milieu. De plus, 51,2% des répondants se disent assez ou fortement en accord avec cet obstacle.

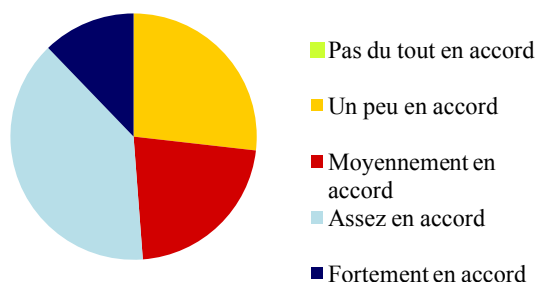


Figure 1. L'engagement des intervenants scolaires non reconnu

Selon les résultats, la grande majorité des intervenants sondés considèrent l'ampleur de la tâche comme un obstacle à la mise en place d'activités d'engagement civique dans leur(s) établissement(s). 97,6% des participants sont au moins en accord quant à l'importance de cet obstacle alors que 2,4% ne sont pas du tout en accord. Aussi, 65,9% des intervenants de l'étude se disent assez ou fortement en accord avec l'ampleur de la tâche comme obstacle aux activités portant sur la Démocratie, l'Écologie, la Solidarité et le Pacifisme (DESP).

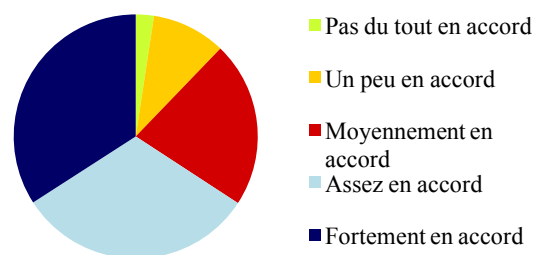


Figure 2. L'ampleur de la tâche

La plupart des participants ont mentionné être au moins un peu en accord (95,1%) avec le fait que les budgets des écoles ne permettent pas la mise en place des activités DESP et constitue alors un obstacle rencontré par les intervenants. D'ailleurs, 61% des personnes interrogées sont assez ou fortement en accord avec la présence de cet obstacle.

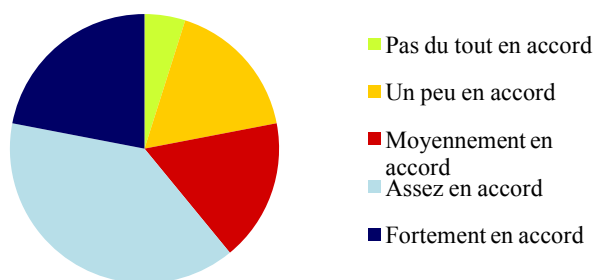


Figure 3. Le budget des écoles

Une forte majorité des intervenants considèrent que l'appui d'organismes extérieurs, en classe ou à l'école, les inciterait davantage à aborder des thématiques relatives à l'engagement civique.

95% des participants sont au moins un peu en accord avec un certain manque d'appui provenant d'organismes externes. Aussi, 67,5% des participants ont mentionné être assez ou fortement en accord avec cet obstacle.

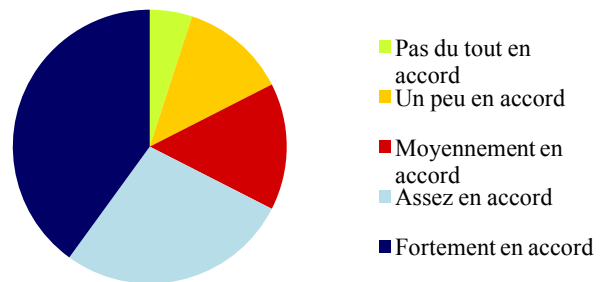


Figure 4. Le manque d'appui d'organismes extérieurs

Les participants se disent majoritairement au moins un peu en accord avec le fait que les conditions de travail des AVSECs ou des animateurs de pastorale (ex. le grand nombre de milieux dans lesquels ils travaillent) rendent difficile la mise en place d'activités DESP (93,8%).

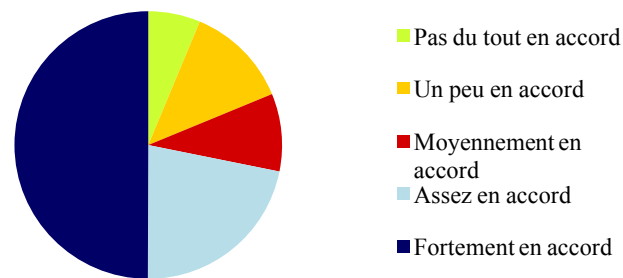


Figure 5. Les conditions de travail des AVSECs (ou animateurs de pastorale)

Le manque de temps du personnel pour organiser des activités DESP reçoit l'accord de la plupart des intervenants en tant qu'obstacle à ce type d'activité (92,9%). 76,2% des participants ont indiqué être assez ou fortement en accord avec le manque de temps comme obstacle.

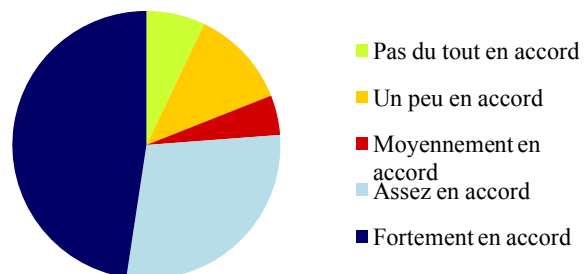


Figure 6. Le manque de temps pour l'organisation d'activités

La plupart des intervenants sondés s'accordent sur le fait que les programmes d'activités d'engagement sont méconnus. 92,9% des participants se considèrent au moins un peu en accord avec cet obstacle.

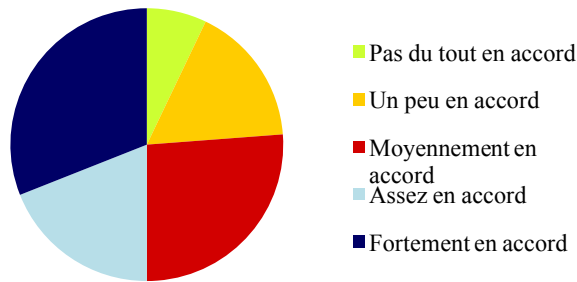


Figure 7. La méconnaissance des programmes d'activités d'engagement civique

Certains de ces obstacles correspondent à ceux rapportés dans d'autres études comme le démontre Balsano (2005). En ce sens, la nécessité d'un appui d'organismes externes en classe reflète le peu de relations entre les écoles et les organismes communautaires. De plus, le manque de connaissance des programmes d'activités d'engagement civique témoigne en quelque sorte du manque de formation à ce sujet. Aussi, l'offre d'activités d'engagement civique aux jeunes pourrait, dans ce cas-ci, se voir limitée par les contraintes administratives rencontrées par les intervenants. Néanmoins, d'autres obstacles fonctionnels semblent être plus présents, à savoir la non reconnaissance de l'implication des intervenants, l'ampleur de la tâche, le budget des écoles, les conditions de travail (ex. la hausse du nombre de milieux dans lesquels certains intervenants travaillent) et le manque de temps.

OBSTACLES LES MOINS RENCONTRÉS

À l'opposé, les résultats révèlent 5 autres obstacles parmi ceux proposés n'étant pas du tout ou peu rencontrés par les participants de l'étude.

Un peu moins de la moitié des répondants (43,9%) ont mentionné ne pas être en accord avec le fait que les activités d'engagement civique ne permettent pas d'atteindre les objectifs des programmes d'étude alors qu'une faible majorité est au moins un peu en accord (56,1%). Aussi, 65,9% des intervenants ne sont qu'un peu en accord ou pas du tout en accord avec cet obstacle.

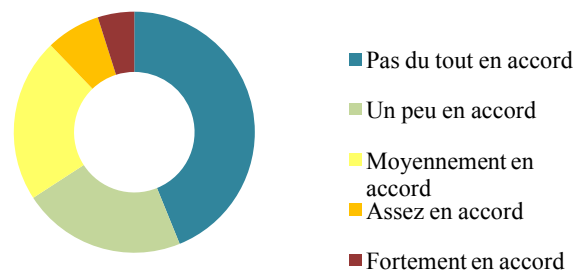


Figure 8. Les activités DESPs ne permettent pas d'atteindre les objectifs des programmes d'études

45% des intervenants sondés sont en désaccord avec le fait qu'il n'y ait pas assez d'organismes dans leurs régions afin de les aider à mettre en place des activités DESP dans leurs milieux de travail tandis que 55% sont au moins un peu en accord. Par contre, une majorité des participants (80%) considèrent peu ou pas du tout cette situation comme étant un obstacle.

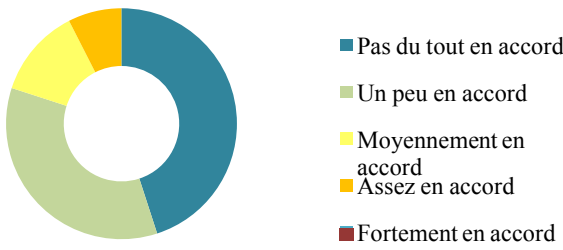


Figure 9. Le manque d'organismes autour de l'école

Près de la moitié des participants (48,8%) ont rapporté ne pas être d'accord avec le fait que la réticence des directions d'écoles à accueillir des organismes extérieurs représente un obstacle à l'implantation de projets d'engagement civique. De plus, les résultats révèlent que 78,1% des intervenants de l'étude se disent peu ou pas en accord avec cet obstacle.

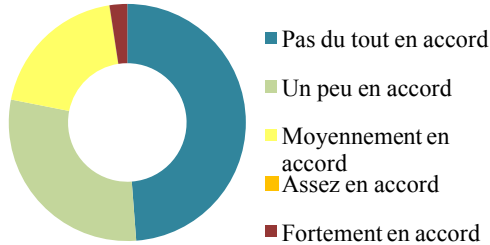


Figure 10. La réticence de la direction à accueillir des organismes extérieurs

Pour une faible majorité des intervenants, le fait de penser que les activités militantes puissent être perçues comme n'ayant pas leur place à l'école ne semble pas être un obstacle à la mise en place d'activités d'engagement civique. 53,7% des participants indiquent ne pas être en accord avec cet obstacle alors que 46,3% disent rencontrer cet obstacle. 73,2% des intervenants considèrent peu ou pas cette pensée comme étant un obstacle aux activités d'engagement civique.

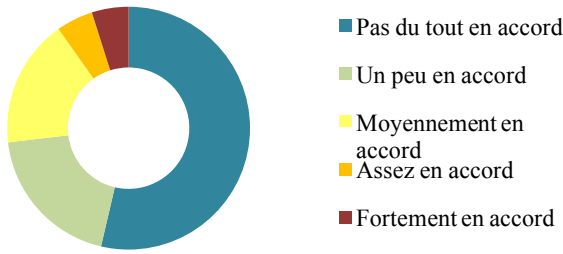


Figure 11. Les activités militantes n'ont pas leur place à l'école

La réticence des parents à ce que des activités d'engagement civique soient réalisées à l'école semble être l'obstacle le moins rencontré par les intervenants sondés puisque 67,6% ont indiqué être en désaccord avec ce dernier. Aussi, 82,3% des répondants se disent peu ou pas en accord avec cet obstacle. À l'inverse, 32,4% des répondants sont au moins un peu en accord avec le fait que la réticence parentale constitue un obstacle.

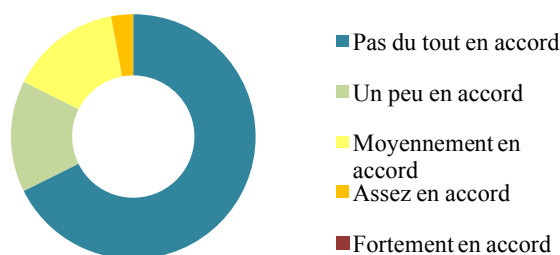


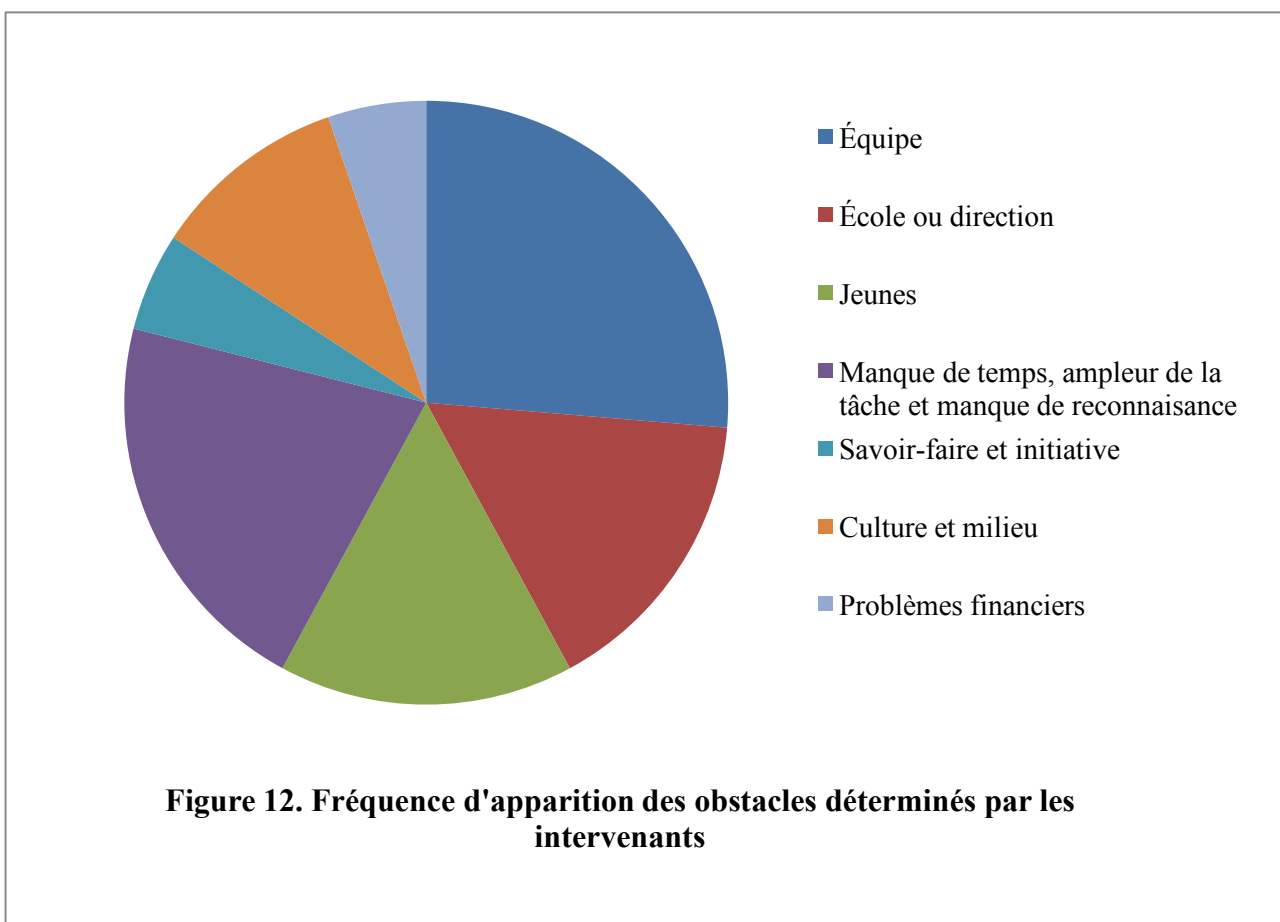
Figure 12. La réticence parentale à la réalisation d'activités d'engagement civique

Ainsi, le fait que les activités d'engagement civique ne permettent pas d'atteindre certains objectifs scolaires, la croyance que les activités militantes ne devraient pas avoir leur place à l'école ne semblent pas constituer de véritables obstacles à l'implantation d'activités d'engagement civique. De plus, selon les intervenants sondés, les parents et la direction des écoles ne semblent pas être responsables des difficultés liées au développement d'activités d'engagement civique. En outre, il est probable que les faibles relations entre les organismes extérieurs et les écoles (constituant l'un des obstacles importants révélés par l'étude) ne découlent pas d'un manque de présence des organismes dans les régions des écoles, ni d'un refus d'encourager les partenariats de la part des directions d'écoles.

AUTRES OBSTACLES DÉCELÉS

D'autres obstacles ont été identifiés par les participants afin de compléter la liste offerte. Les obstacles liés à l'équipe (ex. mauvaise réception de conseils, peu d'implication, etc.) apparaissent dans 26,32% des commentaires. Les obstacles associés aux jeunes (ex. manque d'implication de leur part, peur des intervenants qu'ils deviennent revendicateurs, etc.) représentent 15,79% des suggestions. D'autres obstacles mentionnés portent sur des difficultés venant de la culture ou du milieu entourant les intervenants (10,53%) ainsi que sur des problèmes financiers (5,26%).

Le manque de temps et l'ampleur de la tâche (21,05%), les obstacles liés à l'école ou la direction (15,79%), de même que le manque de savoir-faire et d'initiatives (5,26%) avaient déjà été proposés dans le questionnaire, toutefois leur reprise témoigne de leur forte association aux difficultés rencontrées dans la mise en place d'activités d'engagement civique.



DISTINCTIONS PRIMAIRE-SECONDAIRE

Les résultats permettent de noter une différence significative ($p < .05$) entre le niveau d'accord des intervenants travaillant dans un milieu primaire et ceux du milieu secondaire pour certains obstacles.

Ainsi, bien que le manque de motivation des intervenants à en faire plus dans le cadre de leur travail n'est pas, de façon générale, considéré comme un obstacle rencontré fréquemment, il apparaît que les intervenants des écoles secondaires se disent en moyenne plus en accord avec cet obstacle que ceux des écoles primaires.

Par ailleurs, il est aussi possible de remarquer que cette différence se reproduit pour les obstacles de la méconnaissance des programmes d'engagement civique et du manque de formation des intervenants. Plus particulièrement, les intervenants d'établissements de niveau primaire mentionnent être significativement plus en accord avec la présence de ces obstacles que ceux des établissements du niveau secondaire.

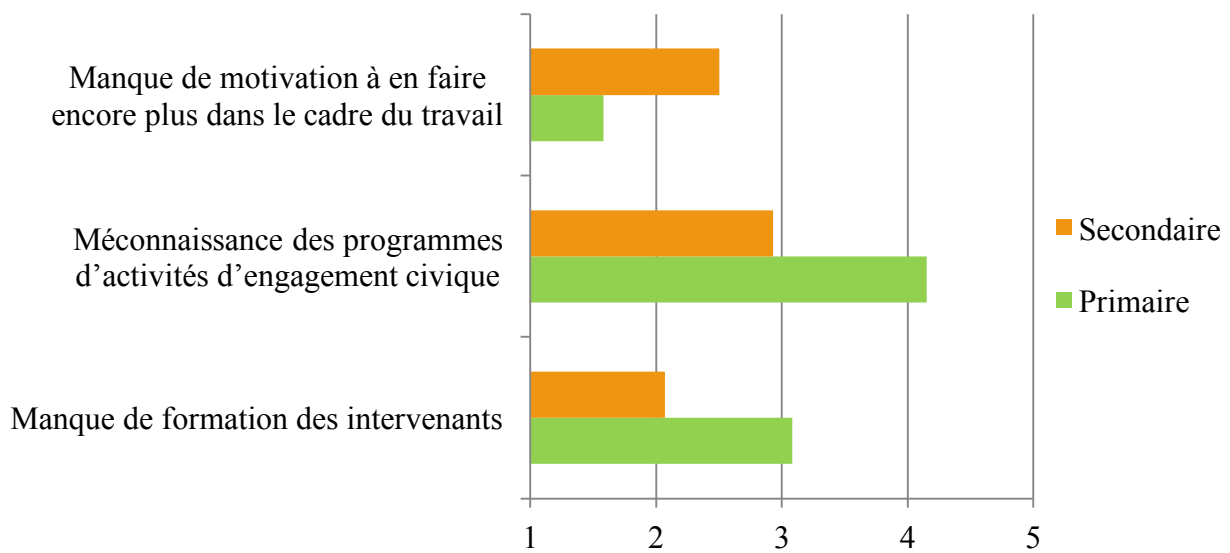


Figure 13. Différences significatives entre le milieu primaire et secondaire au niveau des obstacles

DISTINCTIONS PUBLIC-PRIVÉ

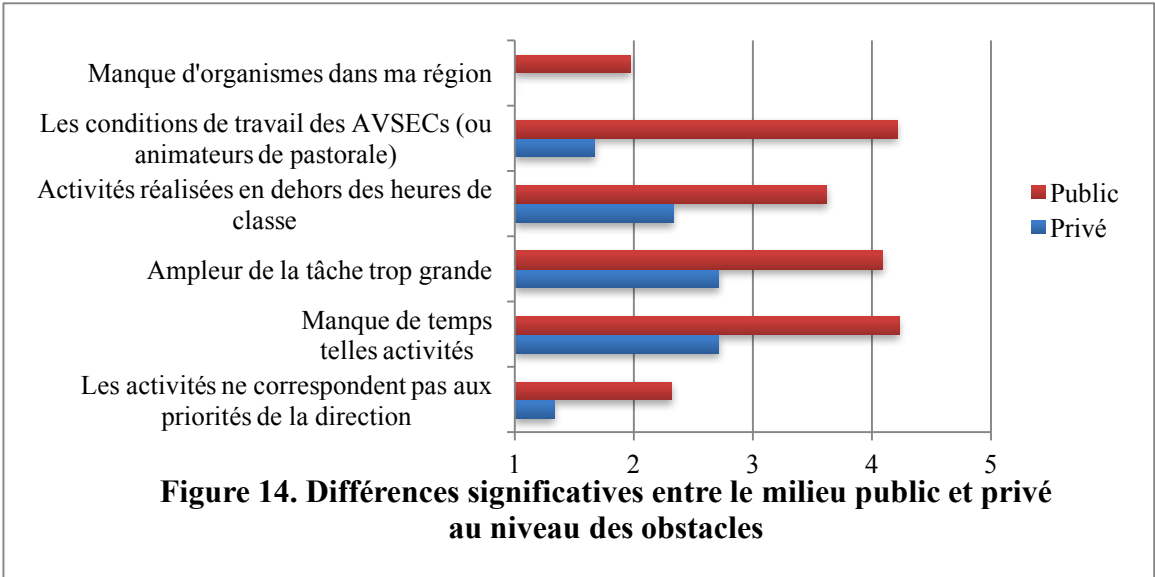
Outre la différence du niveau d'accord entre les intervenants au primaire et au secondaire, les résultats révèlent aussi une distinction significative entre les intervenants des milieux privés et publics pour certains obstacles.

Les intervenants du milieu public mentionnent être plus en accord que ceux du milieu privé avec le fait que le manque d'organismes dans la région où ils travaillent constitue un

obstacle à l'implantation d'activités d'engagement civique. De même, les conditions de travail des AVSECs (ou animateurs de pastorale), travaillant dans un nombre toujours plus grands de milieux, sont plus considérées comme un obstacle au développement d'activités d'engagement civique par les intervenants du public que ceux du privé. De plus, l'obstacle selon lequel ce type d'activité est réalisé en dehors des heures de classe régulières reçoit un plus grand niveau d'accord de la part des intervenants travaillant au public que ceux travaillant au privé. De même, la considération que l'ampleur de la tâche est trop grande ainsi que le manque de temps représentent des obstacles recevant un plus grand niveau d'accord de la part des intervenants du public que ceux du privé. Puis, les participants travaillant en milieu public indiquent être plus en accord que ceux travaillant en milieu privé avec l'obstacle selon lequel les activités d'engagement civique ne correspondent pas aux priorités de la direction et du conseil d'établissement.

Bien que l'écart entre le nombre de répondants travaillant au privé et ceux travaillant au public ne soit pas négligeable, il est possible de noter que les écarts entre le niveau d'accord des intervenants en milieu public et privé sont toujours dans la même direction. Effectivement, les intervenants du milieu public se disent significativement plus en accord avec la rencontre de certains obstacles que les intervenants du milieu privé.

En outre, les différences notées entre le milieu public et privé quant à ces obstacles vont dans le sens de celles retrouvées dans d'autres études. En effet, les écoles privées semblent offrir à leurs élèves plus d'opportunités et plus d'obligation à participer à des activités d'engagement civique que dans le milieu public engendrant alors un plus haut taux de participation civique. Cette situation plus favorable des milieux privés quant à la mise en place d'activités d'engagement civique comparativement à celle des milieux publics pourrait influencer la perception différente des obstacles relatifs à l'implantation de ces activités.



CONCLUSION

Notre étude a révélé que le manque de reconnaissance de l'engagement des intervenants, l'ampleur de la tâche (celle de mettre en place des activités d'engagement civique), le budget restreint des écoles quant aux activités d'engagement civique, les conditions de travail des intervenants (particulièrement les AVSECs ou les animateurs de pastorale travaillant dans un plus grand nombre de milieux), le manque de temps, le manque d'appui d'organismes extérieurs à l'école ainsi que le manque de connaissances des programmes d'engagement civique constituent des obstacles, aux yeux des intervenants, à l'implantation d'activités d'engagement civique pour les élèves.

De plus, l'étude permet de cibler certaines difficultés ne représentant pas des obstacles à la mise en place d'activités d'engagement civique et ainsi mieux orienter les études futures sur ce sujet. Ainsi, selon nos résultats, il semble que la réticence des directions d'écoles quant à la présence d'organismes externes, le fait que les activités DESPs ne permettent pas l'atteinte des objectifs des programmes d'étude, le manque d'organismes dans la région de l'école, le fait que les activités militantes puissent être perçues comme n'ayant pas leur place dans les établissements scolaires et la réticence parentale quant à la présence de ce type d'activité à l'école ne soient pas considérés comme des obstacles importants à la mise en place d'activités d'engagement civique. Ces informations permettent aussi de préciser les obstacles importants. Par exemple, il est possible de penser que le manque de partenariat entre les écoles et les organismes, considéré comme un obstacle important, ne serait pas dû au manque d'organismes autour des écoles ou à la réticence des directions d'écoles quant à leur présence au sein des établissements puisqu'ils ne constituent pas de réels problèmes relatifs aux activités d'engagement civique.

En ce sens, les résultats de l'étude concordent avec la recherche portant sur les obstacles au développement de l'engagement civique et y apporte des éléments nouveaux. De fait, la présente étude souligne la présence et l'importance du manque de collaboration entre les écoles et les organismes externes, du manque de formation et de connaissances relatives à l'engagement civique, aux activités et aux programmes de ce type ainsi que les différences quant à la possibilité offerte aux élèves de participer à des activités d'engagement civique dans les milieux publics et privés. Par ailleurs, l'étude pointe vers des obstacles peu ou pas évoqués. Effectivement, les difficultés plus matérielles, structurelles et fonctionnelles liées aux problèmes financiers (ex. le budget des écoles) ou à l'équipe d'intervenants, semblent aussi être des obstacles importants à la mise en place d'activités d'engagement civique. Dans le même ordre d'idée, les obstacles de niveau plus personnels tels que le manque de temps, l'ampleur de la tâche, les difficultés liées aux différences culturelles et au milieu des intervenants et les obstacles associés aux jeunes représentent aussi un autre type d'obstacle important. Ainsi, ces deux catégories d'obstacles devraient faire l'objet d'une investigation plus poussée dans le futur afin de vérifier leur réelle importance en tant que difficultés à l'implantation d'activités d'engagement civique.

RÉFÉRENCES

- Balsano, A. B. (2005). Youth civic engagement in the United States: Understanding and addressing the impact of social impediments on positive youth and community development. *Applied Developmental Science, 9*(4), 188-201. doi: 10.1207/s1532480xads0904_2
- Chan, W., Ou, S.-R., & Reynolds, A. (2014). Adolescent Civic Engagement and Adult Outcomes: An Examination Among Urban Racial Minorities. *Journal of Youth and Adolescence, 43*(11), 1829-1843. doi: 10.1007/s10964-014-0136-5
- Flanagan, C., & Levine, P. (2010). Civic engagement and the transition to adulthood. *The Future of Children, 20*(1), 159-179. doi: 10.1353/foc.0.0043
- Gaventa, J., & Barrett, G. (2012). Mapping the Outcomes of Citizen Engagement. *World Development, 40*(12), 2399-2410. doi: <http://dx.doi.org/10.1016/j.worlddev.2012.05.014>
- Hart, D., Donnelly, T. M., Youniss, J., & Atkins, R. (2007). High School Community Service as a Predictor of Adult Voting and Volunteering. *American Educational Research Journal, 44*(1), 197-219.
- Schmidt, J., Shumow, L., & Kackar, H. (2007). Adolescents' Participation in Service Activities and Its Impact on Academic, Behavioral, and Civic Outcomes. *Journal of Youth and Adolescence, 36*(2), 127-140. doi: 10.1007/s10964-006-9119-5
- Sherrod, L. R. (2015). Recognizing civic engagement as a critical domain of human development. *Research in Human Development, 12*(3-4), 312-318. doi: 10.1080/15427609.2015.1068040
- Yates, M., & Youniss, J. (1996). A developmental perspective on community service in adolescence. *Social development, 5*(1), 85-111. doi: 10.1111/j.1467-9507.1996.tb00073.x

Remerciement :

Le questionnaire de cette étude a été réalisé avec la collaboration de EVB-CSQ, Amnistie Internationale, OXFAM-Québec et la Fondation Monique-Fitz-Back. Nous remercions les organisateurs de la journée de session nationale du mouvement EVB-CSQ de leur collaboration au projet.